

## BULLETIN d'INFORMATION – 15 août 2018

### morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs



Ce bulletin s'ouvre par un pied de nez à l'Islam Politique, d'une petite fille voilée qui a du caractère, ce qui promet pour l'avenir quelques déconvenues à tous ces bigots...Car la bataille du voile n'est pas terminée et les musulmanes émancipées - comme la génération montante - n'ont pas dit leur dernier mot ; la campagne contre le voile « fillette » sur le modèle promu par GAP prend d'ailleurs de l'ampleur. La pétition lancée contre le voile « fillette » dépasse les 15 000 signataires : nous reproduisons plus bas **son texte et le lien pour la signer**. Vous pouvez aussi boycotter l'achat des vêtements GAP.

Et de nouveau la propagande des frères musulmans en Europe est entrée en action : dans un *manifeste publié le 2 août* dans le journal "La Libre Belgique" un "collectif de femmes musulmanes européennes" - en réalité une coalition de militantes identitaires et communautaristes - accuse la neutralité religieuse d'être un faux nez pour discriminer les femmes musulmanes. Le texte s'attaque frontalement au pilier de notre loi de 1905 : la neutralité de l'Etat face aux religions. Comme c'est désormais l'usage, tous les clichés du multiculturalisme anglo-saxon sont recopiés pieusement : on y appelle ainsi à "un réel modèle européen d'inclusion et de pluralisme qui permette à toutes et tous d'accéder à l'emploi et à l'éducation", on mobilise "les principes européens de non-discrimination et d'égalité des genres", on souhaite "célébrer la diversité" via des "approches inclusives et positives" qui permettront "l'émancipation des femmes" ; bref un condensé de novlangue sur le modèle de « *la liberté, c'est l'esclavage* » que décrivait Orwell...Nous reproduisons **la tribune de Natacha Polony** qui éclaire cette offensive et les enjeux de l'élection européenne qui s'annonce en mai 2018.

Pour rester en France, l'été 2018 aura été marqué par un événement très discret : *la grande consultation sur l'Islam de France lancée le 15 juin* par le Ministère de l'Intérieur, et ensevelie ensuite par l'actualité politique et la torpeur estivale. Nous avons interpellé à ce sujet le Préfet et ses

Délégués, pour que la représentation des musulmans du Loiret ne soit plus monopolisée par les Frères Musulmans, mais nous n'avons pas de réponse à ce jour ; cependant ces « *assises territoriales* » durent jusqu'au 15 septembre, et nous ne renonçons à rien... Pour éclairer les débats autour de cette consultation, nous reproduisons **le texte de Sophie de Peyret et le contexte décrit par Mohamed Louizi, un veilleur laïque résolu.**

Enfin, en dépit de la canicule, les vaillants experts de *Vivre En république à Orléans* ont mis en place **un site internet** qui remplace notre page Facebook ;

**<http://vivreenrepubliqueorleans45.fr>**

Désormais, notre page Facebook ne sera plus alimentée, au grand désespoir de *Mark Zuckerberg* ! Le site est encore en construction ; vous pouvez nous faire part de vos critiques et de vos encouragements. Vous pourrez y consulter notamment nos dernières actualités et la collection complète de nos Bulletins depuis l'origine ; **il faudra désormais vous inscrire (d'un clic) sur notre site pour recevoir les prochains Bulletins...** *Bonne fin de vacances, à Orléans ou ailleurs*

---

### **Halte à la maltraitance des fillettes ! Danger du voilement pour développement et santé.**

**<https://www.change.org/p/halte-%C3%A0-la-maltraitance-des-fillettes-danger-du-voilement-pour-d%C3%A9veloppement-et-sant%C3%A9>**

Nous, signataires de cette pétition, dénonçons la maltraitance par personne ayant autorité à l'égard des fillettes enveloppées dans un voile islamiste. Le voilement des fillettes est un risque majeur pour leur développement cognitif et social et leur santé psychique et physique. Dans les espaces publics, y compris en France, on peut voir des fillettes pré-pubères entièrement enveloppées dans des voiles. L'indifférence est inacceptable vis-à-vis de cette maltraitance et nous appelons les pouvoirs publics à faire respecter l'intérêt de l'enfant. Pour l'OMS, la maltraitance à enfant désigne les violences et la négligence envers toute personne de moins de 18 ans. La santé est définie « comme un état de complet bien-être physique, mental et social » et elle est gravement compromise dans ses trois composantes par un port précoce du voile. Parmi les conséquences délétères du port du voile concernant la santé physique :

- La carence en vitamine D est constatée chez les femmes voilées. C'est dire si le voilement des fillettes leur fait courir un risque majeur, à ce stade de développement staturo-pondéral : retard de croissance, diminution des défenses immunitaires, hypotonie musculaire, convulsions hypocalcémiques, etc.

- La perte de cheveux. Asphyxiés par la contention des heures durant, les cheveux finissent par dépérir et tomber. Or, la chevelure n'est pas un simple ornement mais a des fonctions vitales d'écran contre les agressions externes et de régulateur de la température à la surface du crâne.

- Sur le plan psychique, le voile a pour objet déclaré de protéger les femmes de la concupiscence des hommes ou les hommes de la tentation sexuelle et aboutit à réduire tout le corps de la fillette à son seul sexe anatomique, à un âge où elle ne peut assumer psychologiquement ce trop-plein de sexualité.

Les promoteurs du voile l'opposent à « l'hypersexualisation » des fillettes « occidentales », exhibées dans des concours de beauté. Mais qu'est le voile sinon un marqueur indélébile de la sexualisation du corps ? Comment ouvrir le champ des possibles des fillettes alors que le voile implique des restrictions à leur liberté de déplacement (entravant les activités exploratoires nécessaires à la découverte du monde), à la curiosité naturelle (nécessaire au développement intellectuel), aux activités ludiques (musique, dessin, sport, théâtre etc.) et bien entendu aux contacts humains. *Voiler la tête, c'est entraver la liberté et la pensée.*

Le développement cognitif et psycho-affectif est également freiné, faute de stimulation intellectuelle et affective. Faute surtout d'introduction de l'altérité. Comment s'ouvrir à l'autre différent, qui seul peut vous enrichir ? Quelle culture de l'intolérance prône-t-on ? Quelles relations à l'autre prépare-t-on ? Le bien-être social est aussi sérieusement compromis. Le voile est une entrave

absolue au développement relationnel. Il exclut, en effet, d'emblée la moitié mâle de l'humanité et de même les non-musulmanes ou les musulmanes ne le portant pas. Il enferme très tôt l'enfant dans un monde clos évocateur des gynécées d'antan. En outre, la stigmatisation et l'exclusion de toutes les activités sportives achèveront de restreindre son périmètre d'action et de manœuvre.

Quelle place pourra prendre, dans la société, une « citoyenne » amputée de son enfance, de sa confiance en soi et en l'autre et de toute compétence sociale. *C'est une véritable culture de l'enfermement que promeut le projet de société préconisé par les voileurs de fillettes.* Et l'avènement d'une société clivée où les femmes ne seraient que des ombres mais jamais des sujets. Une société non démocratique.

*Nota : une autre pétition adressée à GAP-Europe est sur : <https://www.change.org/p/custserv-gap-eu-fillette-voil%C3%A9e-dans-la-campagne-gap-kids-le-voile-n-est-pas-un-jeu-d-enfant>*

**Natacha Polony : «Les taupes du communautarisme américain» 10 août 2018**

<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/08/10/31003-20180810ARTFIG00288-natacha-polony-les-taupes-du-communautarisme-americain.php>

L'Europe est un continent d'oppression. Aveugles que nous sommes, nous nous imaginions avoir, après les tragédies du XXe siècle, construit une société à peu près préservée des horreurs que peut inventer l'être humain, et même avoir développé une forme de liberté et d'épanouissement des individus qu'aucune époque et aucun autre lieu n'ont connue. Une tribune publiée dans La Libre Belgique le 2 août entend nous dessiller. L'Europe discrimine «les femmes musulmanes». L'identité des signataires, outre qu'elle nous apprend le nombre impressionnant d'associations qui semblent trouver très secondaires l'incarcération en Arabie saoudite d'un blogueur condamné à mille coups de fouet pour athéisme, la criminalisation de l'apostasie en Égypte ou les pressions exercées sur les femmes tunisiennes pour qu'elles se voilent, nous prouve qu'il existe de plus en plus de figures, dont la plus médiatique est *la chroniqueuse Rokhaya Diallo*, pour s'investir dans la remise en cause obstinée de tous les fondements de la laïcité européenne, et en particulier française.

Le plus frappant est l'accumulation de tous les syllogismes habituels en la matière, pour démontrer que les pays de l'Union européenne cibleraient, par racisme bien sûr, et par sexisme puisqu'il ne faut négliger aucun argument porteur, les «musulmanes», sorte d'entité globale qui ne souffre apparemment aucune expression individuelle. Le raisonnement est simple: il existe des législations en Europe qui limitent le port de signes religieux. Elles ont une conséquence sur les musulmanes qui portent le voile. Conclusion : ces législations discriminent volontairement les femmes musulmanes. La preuve, «ces restrictions sont souvent adoptées suite à des débats publics houleux sur les tenues vestimentaires de femmes musulmanes et sur la présence des musulmans en Europe». Merveille de malhonnêteté intellectuelle: des groupes activistes ou des individus soucieux d'affichage identitaire provoquent une polémique en cherchant à rompre le consensus social autour des usages et des modes de vie, la société est obligée de clarifier juridiquement des règles jusque-là implicites, et voilà que l'affaire devient un scandaleux ciblage de certaines populations, la preuve d'une islamophobie congénitale européenne. Mieux, ce sont les sociétés européennes qui sont accusées de sexisme, et non une idéologie qui entend montrer par un morceau de tissu le contrôle du corps des femmes et l'obligation de «pudeur» qui leur est faite.

Pourtant, cette tribune marque une avancée dans le combat idéologique que mènent ces associations et groupuscules contre la laïcité dans sa dimension européenne et plus particulièrement française. Pour la première fois est explicitement visée, non pas telle ou telle polémique estivale sur les tenues de plage, ou tel différend autour du règlement intérieur d'une entreprise, mais bien la neutralité de l'État et de ses agents, telle que la prescrit la loi de 1905. Mais ce qui doit nous alerter, c'est bien la rhétorique employée pour faire passer cette remise en cause majeure de notre consensus politique et social pour un rétablissement de la justice et de l'égalité. Tout le vocabulaire de la propagande communautariste est là, dans ces vœux pour une Europe «inclusive», une Europe de la

«non-discrimination»... Un vocabulaire directement importé des États-Unis.

Car le véritable nœud du problème est là: la guerre que mènent ces activistes obsédés par les races et les différences, contre l'universalisme hérité des Lumières, est *le parfait produit du soft power américain*. Tous ces militants ont d'ailleurs généralement bénéficié de formations pour assimiler la rhétorique communautariste, et leurs associations sont généreusement subventionnées par des fondations américaines soucieuses de répandre sur l'ensemble de la planète la merveilleuse pax americana, à l'image de *l'Open Society Justice Initiative, financée par le milliardaire américain George Soros*, qui a donc porté les «restrictions vestimentaires imposée aux femmes musulmanes» devant la Commission des droits de la femme et de l'égalité entre les genres du Parlement européen. Du lobbying culturel et juridique parfaitement orchestré. Et parfois soutenu par la machine d'État américaine puisque au lendemain de l'attentat de Charlie Hebdo Barack Obama s'était fendu d'un discours pour expliquer que la France payait les discriminations qu'elle inflige à ses populations immigrées...

Par petites touches, pied à pied, ces militants sont en train d'importer en Europe le modèle communautariste anglo-saxon qui est en fait le corollaire culturel du néolibéralisme économique: des individus et des communautés juxtaposés dans un même espace, sans aucun lien ni aucune valeur en commun, sous la seule régulation du droitet du marché organisés au profit de multinationales déterritorialisées, dans un espace mondial globalisé, indifférencié, pour que, à quelque communauté qu'il appartienne, un individu communique avec ses semblables dans la trilogie baskets-soda-smartphone. Un des combats de l'Europe sera, dans les années à venir, de maintenir son modèle universaliste. *Encore faut-il que l'Union européenne ne soit pas, par sa porosité aux lobbys, le cheval de Troie de la globalisation néolibérale*

*Nota : la tribune du 2 août, et ses signataires sont sur :*

<http://www.lalibre.be/debats/opinions/les-droits-des-musulmanes-font-partie-des-droits-des-femmes-5b61dea855324d3f13b1727d>

*La France y est notamment représentée par Rokhaya Diallo et Lila Charef Directrice du CCIF.*

### **Sophie de Peyret : Assises de l'islam de France: exit le CFCM?**

<https://www.causeur.fr/islam-cfcm-collomb-macron-153138>

En lançant une consultation estivale des musulmans, Emmanuel Macron et Gérard Collomb cherchent à injecter du sang neuf dans l'islam de France. Les heures du CFCM sont sans doute comptées (...). Une fois n'est pas coutume, la réflexion se décentralise, la manœuvre est confiée aux acteurs les plus proches des réalités et des disparités du terrain et les chantiers proposés à la réflexion (gestion des lieux de culte, financement du culte et formation des acteurs culturels) sont d'envergure. Tous les ingrédients semblent réunis pour faire de ces assises un des « jalons de l'organisation de l'islam de France », promis par le président Macron. Mais si l'on veut être honnêtes, il y a peu de chance qu'une consultation, engagée de manière presque confidentielle, à la veille de l'été, sur une période de deux mois seulement, produise des fruits déterminants. C'est donc que l'objectif est ailleurs.

De fait, derrière le paravent de ces assises territoriales, se cachent une autre ambition : le véritable but n'est pas de savoir quoi faire pour l'islam en France mais plutôt d'essayer de déterminer enfin qui le représente. Depuis sa création en 2003 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) se présente comme la voix de l'islam dans notre pays, sans parvenir – tant s'en faut... – à faire la démonstration de sa compétence et de sa légitimité. Ce qui se joue en coulisses est donc avant tout l'avenir de cette instance. Car pour revendiquer représentativité et légitimité – et convaincre de son utilité avant le renouvellement de ses membres nationaux et régionaux en 2019 –, il faut en donner les gages. Alors que le CFCM annonce depuis des mois qu'il pourrait entreprendre une grande consultation de ce type, alors que *Marwan Muhammad*, ancien directeur exécutif du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), est parvenu à

organiser une enquête à grande échelle à titre individuel, voici que le CFCM se fait une nouvelle fois devancer – par le gouvernement cette fois. Mauvais signe pour lui...Le CFCM revendique son autonomie et refuse toute ingérence de l'État dans l'organisation de l'islam : « Chacun doit rester dans son rôle. Aujourd'hui le culte musulman est une religion, donc elle gère elle-même sa maison. Il ne faut surtout pas de tutelle de la part de l'État, juste un rôle de facilitateur », affirme son président Ahmet Ogras. Or, l'État n'a que faire d'une structure prétendument indépendante mais inactive et contestée : il cherche du sang neuf, avec qui établir un partenariat pour conduire ce chantier pharaonique. Et ce n'est pas une mince affaire. Car chacun sait la difficulté à trouver et faire émerger les quelques visages connus. Penseurs, recteurs de grandes mosquées et philosophes occupent déjà le devant de la scène. Ce sont les anonymes, le tissu associatif local et les personnes de bon sens que l'exécutif veut identifier et promouvoir pour en faire de nouveaux interlocuteurs. Existents-ils sur les territoires ? Sont-ils prêts à s'engager ? Ont-ils suffisamment de liberté et d'indépendance d'esprit pour s'affranchir des structures existantes ? C'est à ces questions que la mission confiée aux préfets devra répondre.

En tout état de cause, l'annonce de ces assises par Gérard Collomb n'est pas innocente. En s'adressant directement aux « acteurs locaux du culte musulman et [à] ceux qui s'y intéressent », il cherche à court-circuiter le CFCM, ou au moins à le mettre en danger. Si, comme le stipule la note adressée aux préfets, cette consultation accouche « de voix diverses, plus jeunes et plus féminines », les élus du CFCM peuvent avoir du souci à se faire. Cette manière de reprendre la main et d'imposer son calendrier et ses méthodes permet au moins à l'État de mettre en lumière l'inertie et l'immobilisme du CFCM et de couper court aux protestations le jour où il s'agira de le réformer en profondeur. Ou de le dissoudre.

**Mohamed LOUIZI : Ceci n'est pas une révélation : «L'islam français» d'Hakim El-Karoui est «En Marche» dans les coulisses du pouvoir.**

<http://mohamedlouizi.eu/2018/07/14/ceci-est-pas-une-revelation-lislam-francais-dhakim-el-karoui-est-en-marche-dans-les-coulisses-du-pouvoir/>

A l'automne, on saura à quel point l'Institut Montaigne a pu influencer (ou pas) le plan de l'Élysée concernant le dossier « islam ». En attendant, le banquier franco-tunisien Hakim El-Karoui, l'ami du président, s'agite en France et à l'Étranger, y compris en Arabie Saoudite (!) pour orienter cette marche « inclusive », fidèle à une logique jupitérienne, connue désormais sous le slogan de : « *et en même temps* ». Au sens qu'elle inclut ce qui doit être exclu par la force des choses. Ou comment l'islamisme comme problème et perçu aussi comme solution. Ou comment vouloir combattre le discours islamiste en proposant pas moins que de nommer un « grand imam de France » issu, corps et âme, loi et foi, de l'islamisme et de son réseau.

Difficile pour un cerveau reptilien, le mien par exemple, de comprendre cette supposée « complexité » qui, sans rougir, dit la chose et son contraire et voudrait faire cohabiter au sein d'une même organisation imposée d'en haut, le chat et la souris, le feu et l'essence, le défenseur de la charia et le républicain laïque, pourvu que la manne financière, quelques dizaines de milliards d'euros par an, soient sous-contrôle effectif d'un « islam », en particulier, qui n'est pas forcément compatible avec la République, sa Constitution et ses valeurs, mais qui est compatible avec une certaine idée du marché financier et des flux des capitaux. Comme si la réforme de l'objet « islam » était, d'abord, une question d'argent et non une question d'idées, une question de courage clairvoyant appelant un chat un chat.

En attendant ce moment « solennel ». On tâtonne. On « avance » pour reculer. On recule pour reculer. *On lance une concertation marathonnienne dans les Départements, entre le 25 juin et le 15 septembre, en pleine vacances d'été.* On organise de semblants de fuites vers une certaine presse, tels des ballons d'essai, pour tester la réaction de ceux que certains macaronistes appellent les « laïcards » ou pour faire durer un faux-suspens, durant l'été, alors qu'il suffit, à celui qui veut saisir la trame de fond de ce qui se trame, réellement, depuis plus de deux ans, de lire l'essai de l'Institut Montaigne,

signé par le même Hakim El-Karoui : L'islam, une religion française (Gallimard-2018). Tout y est, ou presque. Ceux qui ne l'ont pas encore lu découvriront que ce que le Monde appelle « des propositions choquant pour réguler le culte musulman » y sont déjà annoncées, par l'analyse, les chiffres et le menu.

Mieux encore, il suffit de lire les 26 pages synthétiques de ce document que je publie ici, en ce jour du 14 juillet 2018. Il date du mois de juillet 2016. Intitulé : « L'islam français : le connaître, l'organiser – Présentation des recommandations au Comité directeur de l'Institut Montaigne », il ne semble pas être un document public. D'où son intérêt dans ce débat public où le flou est maître. L'illusion est pratique courante. Il circule entre quelques « initiés ». Concis, il présente des chiffres, des statistiques, des schémas et surtout propose des orientations pour le moins inquiétantes. Peut-être, l'on dira, dans un langage de duperie assumée, que ladite concertation départementale a accouché ces orientations. Peut-être pas ! Proposant un « nouveau discours politique » que résume ce passage : « les Musulmans sont français, l'islam de France ne l'est pas. Il faut un nouveau contrat pour construire enfin l'islam français. En mobilisant la majorité silencieuse » dit la note. Ce discours « doit donner naissance à une palette de politiques publiques », par exemple, « un nouveau contrat politique entre la République et les musulmans. » Cela passerait, dans l'esprit des rédacteurs, par la création d'une nouvelle fondation : la FOIF — qui résonne étrangement comme l'UOIF — et qui doit jouir d'une « centralité dans la nouvelle gestion de l'islam français ». On parle désormais de l'AMIF ! (Association citée dans l'essai de l'IM et dans l'article du Monde) Ce document interne propose de « Financer le culte en taxant la consommation islamique » et il énumère une série de « recommandations de politiques publiques » qui seraient « compatibles avec la loi de 1905 ». Le document va encore plus loin en proposant à la page 26 : « l'abrogation de la loi 1905 » !

En vrac, voici ces recommandations : « Étendre le concordat à l'Islam en Alsace-Moselle afin d'assurer la formation des cadres religieux musulmans en France » ; « Permettre le financement du culte musulman pour que la Fondation des œuvres de l'islam centralise le produit d'une contribution volontaire obligatoire sur la consommation halal » ; « Créer une École nationale d'aumônerie pour former et recruter des aumôniers-fonctionnaires » ; « Outiller les collectivités locales pour favoriser l'émergence d'un islam local intégré » ; « Enseigner l'arabe classique à l'école publique pour réduire l'attractivité des cours d'arabe dans les mosquées » ; « Suivre la situation par les statistiques religieuses » ; « Interroger notre politique étrangère pour endiguer la lame de fond wahhabite et rédiger un manuel d'Histoire équitable avec les pays tenants du rite malékite du juste milieu. » ; « Création d'un Secrétariat aux Affaires religieuses et à la Laïcité sous la tutelle du Premier Ministre et lui rattacher le Bureau central des cultes. » ; « Encourager le développement d'aumôneries dans les Grandes Écoles et universités afin de faire émerger une nouvelle génération de leaders musulmans » ; « Homologuer les imams et les aumôniers via le TIF »

A la question : « Faut-il aller plus loin ? », ce document interne formule cette orientation : « Aggiornamento de la loi de 1905 », qui signifie, selon ses rédacteurs : « abrogation de la loi de 1905 et révision en profondeur de la Constitution. Création d'une politique publique religieuse prenant en charge les nouveaux cultes (notamment islam et évangélisme). La puissance publique finance, organise et contrôle ces cultes. » ... ça promet ! (..). Cet « islam français » qui n'est pas si « français » que ça, en a besoin pour s'assurer et assurer son ancrage. Sa vision atlantiste est conforme à une orientation globale et géostratégique dépassant les frontières de la France et de l'Europe. Cette vision paradigmatique ne voit pas « l'islam politique » comme une menace mais *plutôt comme un partenaire*. Le pouvoir de Barack Obama (le démocrate) avait donné accès libre aux frères salafistes au cœur de la Maison Blanche. Le pouvoir d'Emmanuel Macron va-t-il permettre aux islamistes, costume italien trois pièces, un accès « officiel » au cœur même de la République par l'entremise hyperactive du conseiller « officieux » Hakim El-Karoui ? *L'on peut craindre le pire. A moins que.*